

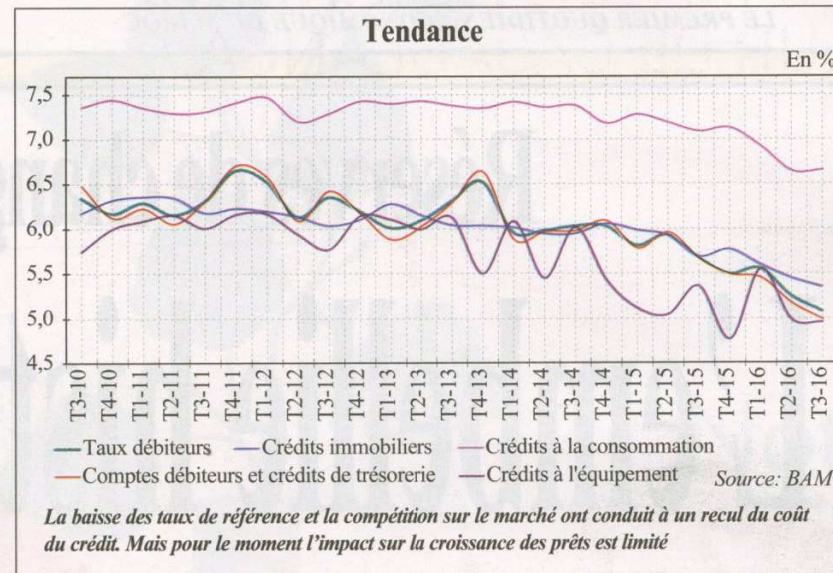
Les taux débiteurs au plus bas niveau historique

• 5,08% en moyenne au troisième trimestre

• Les emprunteurs ne se bousculent pas pour autant

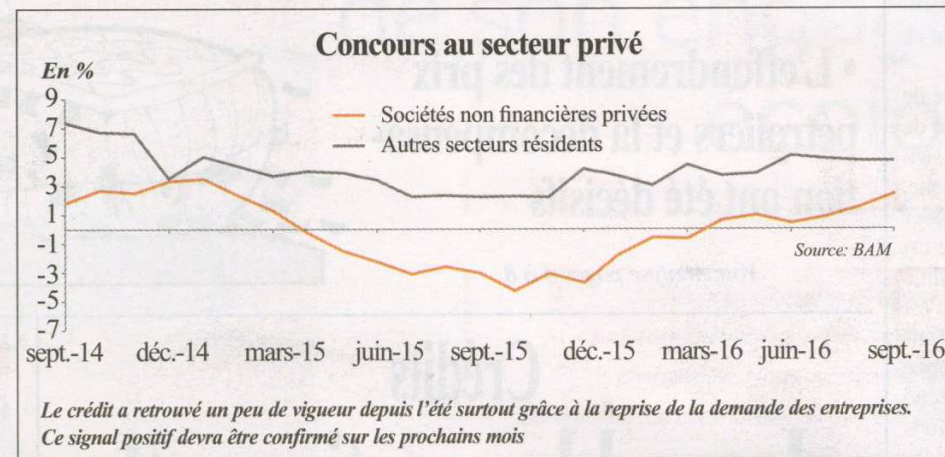
• Le ralentissement de l'activité et les délais de paiement bouchent l'horizon aux entreprises

JUSTIFIÉE par l'atonie de la demande et la faiblesse de la croissance, la politique monétaire accommodante de Bank Al-Maghrib donne les premiers résultats. Les taux d'intérêts débiteurs ont poursuivi leur baisse au troisième trimestre 2016 pour s'établir en moyenne à 5,08%. Ce qui représente le plus bas niveau historique. Sur un an, le loyer du crédit a diminué de 59 points de base. Cette détente couvre tous les produits avec un recul plus marqué pour les crédits de trésorerie (-67 points de base à 4,98%). La baisse des taux est aussi la conséquence du renforcement de la compétition sur le marché dans un contexte de ralentissement de la croissance du crédit. La concurrence s'est particulièrement exacerbée sur les crédits immobiliers. Sur ce segment, les taux sont tombés à 5,34% au troisième trimestre. Il faut remonter à 2008 pour trouver une tarification plus compétitive. Pour les banques, le crédit à l'habitat est un bon moyen pour capter la clientèle et construire une relation longue. Les conditions les plus intéressantes sont réservées aux meilleurs profils. Toutefois, les banques sont plus ingénieuses et plus enclines à prendre un peu plus de risque aujourd'hui.



Mais pour que la transmission des décisions de politique monétaire à l'économie réelle soit efficace, il faut qu'à la fois les prêteurs et les emprunteurs jouent le jeu et que le gou-

caires. Il y a certes un rebond des crédits à l'équipement depuis l'été avec une progression en rythme annuel qui est passée de 0,1% en juin à 3% en septembre. Il faudra patienter encore quelques mois



vernement fasse sa part du travail. Or jusqu'ici, la baisse des taux n'a pas vraiment encouragé les entreprises à pousser les portes des agences ban-

pour analyser la portée de ce rebond. Au-delà de la politique monétaire, des mesures fortes en faveur de la croissance sont attendues du côté du gouver-

nement. Sur la reprise des économies des principaux partenaires notamment, le Maroc n'a pas réellement d'emprise. Malgré la diversification de l'offre et des géographies, le poids des échanges avec l'Europe reste prépondérant dans la balance commerciale. Pour le reste, des politiques économiques, budgétaires et des stratégies industrielles coordonnées permettraient de redresser durablement la croissance. Aujourd'hui, la principale préoccupation d'un grand nombre d'entreprises est d'assurer le quotidien. Il est donc difficile pour elles de se projeter sur un horizon long. L'amélioration du moral des patrons viendra en partie du traitement des délais de paiement. L'injection, ne serait-ce que du quart des crédits interentreprises - ils se chiffrent à 380 milliards de DH- dans les trésoreries des entreprises stimulerait quelque peu l'activité.

En attendant, les ménages principalement permettent aux banquiers de gagner leur vie. L'encours des prêts accordés aux ménages était en hausse de 5% à fin septembre. La consommation des ménages, l'un des moteurs traditionnels de la croissance se maintient, en témoigne la progression exceptionnelle des immatriculations de véhicules neufs cette année. Mais si la conjoncture ne s'améliore pas, les difficultés des entreprises vont tôt ou tard rejaillir sur le pouvoir d'achat des ménages. □

F.Fa

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com